

La Lettre

— de —

L'Expansion

Tendance

Paris, le 29 octobre 2007

Positive attitude

Nonobstant un début d'effritement dans les sondages et la grogne croissante des députés UMP, le pouvoir aborde avec sérénité le cap du bilan des six premiers mois qui va donner l'occasion à **Nicolas Sarkozy** et à plusieurs des ministres vedettes d'occuper de nouveau le terrain médiatique. D'autant que plusieurs conflits sociaux (internes, professions de justice) semblent sur la voie de l'apaisement. La «mère de toutes les batailles» porte en tout cas sur la réforme des régimes spéciaux : «Seul le timing en est négociable», assène **François Fillon**, qui se voit, en privé, de plus en plus en «temporisateur» de la fougue des conseillers élyséens.

Profitant de la déprime persistante de l'opposition et de son absence de stratégie, le président enchaîne les succès objectifs, de l'accord sur le traité simplifié européen au Grenelle de l'environnement, plus substantiel que prévu, au cours duquel **Jean-Louis Borloo** a repris des couleurs. De nouveaux signes d'ouverture politique – personnalités pressenties pour prendre la tête de mission ou entrer au gouvernement – sont en préparation. Et les stratégies électorales du Château rêvent d'un résultat finalement plus équilibré que prévu aux élections du printemps avec le sauvetage de fiefs menacés comme Toulouse et Bordeaux et quelques prises de guerre en sus de Mulhouse.

Sur le chapitre des grands contrats, Sarkozy a hâte de tourner la page du marché manqué des Rafale au Maroc. **Dassault Aviation** pourrait annoncer début décembre, au salon aéronautique de Tripoli, des options d'achat de la Libye sur une quarantaine de Rafale, sauf retour in extremis des constructeurs russes. **Dominique Bussereau** se rend, lui, les 9 et 10 novembre à Dubaï pour l'annonce d'un contrat de tramway urbain pour **Alstom**. Il sera accompagné de dirigeants de Veolia, qui espèrent y décrocher aussi des marchés dans les transports.

Les économistes de la **Réserve fédérale** à Washington sont agréablement surpris, à court terme, par la résistance de l'économie américaine au choc immobilier. Ils reconnaissent que la faiblesse du dollar, qui dope les exportations du pays, est une aubaine. En revanche, ils sont plus inquiets pour le moyen terme. Notamment sur l'inflation : les gains de productivité s'essouffent outre-Atlantique, tandis que la période de désinflation provoquée par la mondialisation serait maintenant derrière nous. Leur pronostic : l'écart entre les taux à court terme et ceux à long terme va augmenter.

Ces inquiétudes pour les deux ou trois ans à venir sont largement partagées en Europe, où le moral des patrons et des ménages donne des signes inquiétants de fragilité. Cette perte de confiance inquiète Bercy, où l'on est décidé à positiver coûte que coûte. Ainsi, on ne critique plus le niveau trop élevé de l'euro, qui pénalise nos exportations, mais on se félicite que sa hausse compense en partie la flambée du pétrole. Car l'Elysée en est convaincu : c'est bien avec sa promesse de revalorisation du pouvoir d'achat que Sarkozy sera jugé. ■

CETTE SEMAINE

- **Jouet :**
Au nain bleu grandit 3
- **FastBooking :**
3i et Edmond de Rothschild au capital... 4
- **Marseille :**
Les craintes de Gaudin 5
- **Strasbourg :**
De l'amiante au Parlement européen 7
- **François Pinault :**
Il lance un fonds avec Martin Bouygues... 8

L'ENQUÊTE DE LA LETTRE

- Le Pakistan, entre terrorisme et croissance** 2

LA COULISSE DE LA SEMAINE

- Otan : comment la France prépare son retour** 3

EN DIRECT

■ **SEULEMENT DEUX MINISTRES** français sont germanophones : Dominique Bussereau et Jean-Marie Bockel, selon une enquête de *ParisBerlin*. Contre quatre ministres allemands qui parlent français : Wolfgang Schäuble, Frank-Walter Steinmeier, Annette Schavan et Ursula von der Leyen.

■ **LES HÔTELS DE NEW YORK** profitent de la dépréciation du dollar : près de 7 000 chambres sont en cours de construction et 4 000 supplémentaires en projet afin de répondre à la demande croissante des visiteurs étrangers, selon CB Richard Ellis.

■ **ALAIN GENESTAR**, l'ex-patron de la rédaction de *Paris Match*, limogé en raison de la publication d'une photo de Cécilia Sarkozy avec Richard Attias, n'a toujours pas retrouvé la moindre chronique en presse écrite ou parlée.

Désormais, vous pouvez consulter La Lettre et ses archives sur Internet. Pour accéder à ce service payant, communiquez votre adresse de courriel, votre numéro d'abonné, ainsi que les codes APE et Siret de votre société à :

nboufassa@groupe-exp.com

Téléphone : 01 75 55 42 99.

Fax : 01 75 55 41 29.

INTERNATIONAL Malgré les attentats, les combats meurtriers à la frontière afghane, la crise politique, le Pakistan enregistre depuis cinq ans une croissance économique de 6 à 8 % par an. Les entreprises étrangères, notamment françaises, s'y bousculent.

Pakistan : entre terrorisme et croissance

Il ne se passe pas une journée sans que la presse pakistanaise n'évoque les affrontements meurtriers entre l'armée et des rebelles islamistes dans les zones tribales. Et le retour de Benazir Bhutto, l'ancien Premier ministre, le 18 octobre dernier à Karachi, a été endeuillé par deux attentats sanglants, faisant plus de 130 morts. Mais, apparemment, cela n'inquiète guère les investisseurs étrangers, toujours plus nombreux dans les rares hôtels haut de gamme du pays. Ils lorgnent tout particulièrement sur Karachi, la grande métropole du Sud (16 millions d'habitants aujourd'hui, 26 millions en 2020). Chaque jour, un demi-millier de voitures neuves supplémentaires viennent encombrer le trafic de cette mégapole. Chaque jour, la ville doit traiter 900 tonnes de déchets solides. Le Karachi Mega City Development Project, en partie financé par la Banque asiatique de développement, prévoit d'investir près de 600 millions d'euros pour améliorer l'infrastructure routière, le transport urbain, la gestion des déchets, et l'aduction d'eau.

■ LE COUAC DE RENAULT

Seule ombre au tableau des relations cordiales qu'entretiennent la France et le Pakistan : l'échec de l'installation de Renault. Le projet était pourtant particulièrement avancé. La marque française prévoyait d'y monter la Logan, qui aurait été vendue autour de 6 500 euros. A ce prix, elle aurait fortement concurrencé la Mehran, un modèle Toyota made in Pakistan, plébiscitée par les classes moyennes. Seulement voilà : une partie des pièces détachées devait être importée, notamment de l'Inde, grand voisin et ennemi intime d'Islamabad. Certains lobbys puissants ont convaincu les autorités pakistanaises d'imposer des taux élevés de douane, de nature à obérer ces importations et, du même coup, la rentabilité du projet. Pour le constructeur tricolore, cet obstacle n'était pas surmontable. Ce qui l'a finalement découragé de tenter l'aventure.

Malgré une image particulièrement négative à l'étranger, le Pakistan est solvable. «Depuis cinq ans, la croissance économique oscille entre 6 et 8 %. Le pays compte 165 millions d'habitants, et surtout une classe moyenne de 30 millions de personnes, qui consomment», souligne-t-on à la Mission économique française d'Islamabad, la capitale. Au regard des échanges commerciaux de l'Hexagone, le Pakistan est, après l'Inde, le deuxième marché le plus important en Asie du Sud, avec 812 millions d'euros (importations et exportations confondues). Carrefour s'installe à Lahore, Accor prévoit de construire une douzaine d'hôtels Ibis (deux étoiles), trois Sofitel et trois Novotel. Total compte plus d'une centaine de stations-service. La dernière en date ouvrira courant décembre à Torkham, après le passage de la célèbre Khyber Pass, qui sépare le Pakistan de l'Afghanistan. L'université de technologie de Troyes coordonne un projet de création d'un campus dédié aux nouvelles technologies et à la recherche à Karachi.

Présenté comme un dictateur, le général Pervez Musharraf, auteur du coup d'Etat de 1999, jouit, en revanche, d'une excellente réputation dans les milieux économiques. S'appuyant sur des techniciens et d'anciens banquiers, le gouvernement est parvenu à redresser spectaculairement le pays. Les banques, les assurances, les secteurs énergétiques et les télécommunications ont été privatisés. Un exemple : Habib Bank, le deuxième éta-

blissement financier du pays, privatisé en 2003, devrait lever 150 millions d'euros pour son entrée en Bourse. Le «pays des purs» attire les plus grandes banques étrangères : Citibank, ABN Amro, Standard Chartered Bank, HSBC. «Deux provinces sur quatre (le Baloutchistan et la North West Frontier Province) connaissent effectivement des troubles. En revanche, le Pendjab, qui réalise les deux tiers du PIB du pays, et regroupe 60 % de la population, vit plutôt dans le calme», souligne un financier étranger, installé à Islamabad.

Mais une grande partie de la population ne cache pas son mécontentement, d'autant que les produits de première nécessité, notamment alimentaires, ont connu ces derniers mois une hausse vertigineuse. Si le secteur des banques et des assurances a enregistré 23 % de croissance en une seule année, 70 % de la population pakistanaise continuent à vivre en zone rurale, dont une majorité de petits exploitants agricoles au-dessous du seuil de pauvreté. Les militaires, qui ont dirigé le pays une vingtaine d'années depuis son indépendance, en 1947, tiennent aujourd'hui les rênes d'une partie de l'économie. La chercheuse Ayesha Siddiqi, dans un ouvrage au vitriol paru cette année au Pakistan, *Military Inc. Inside Pakistan's Military Economy*, raconte comment l'armée est devenue un véritable Etat dans l'Etat. Et comment un certain nombre d'officiers supérieurs sont en réalité les capitaines de l'industrie pakistanaise. Comme le souligne une spécialiste de cette zone, «tous les pays ont une armée, mais, au Pakistan, l'armée a un pays». ■

Ian Hamel



Entreprises

■ **APRR** accélère la suppression des emplois aux péages avec leur automatisation : 258 postes concernés sur 850 sur les cinq prochains exercices. La filiale d'Eiffage va tester au péage de Fontaine, dans le Territoire de Belfort, un péage surveillé par un seul gardien. APRR, qui n'a pu obtenir du gouvernement que la moitié des hausses tarifaires demandées et qui constate une stagnation du trafic des poids lourds, table sur une hausse de 4 % de ses recettes en 2007.

■ **LA POSTE** va procéder au regroupement des directions départementales de son réseau. Cela devrait déboucher au 1^{er} janvier 2008 sur la création de 48 directions régionales (hors outre-mer).

■ **CATERPILLAR**, numéro un mondial du matériel de BTP, prépare des opérations de croissance externe en Espagne et en Allemagne. Le secteur concerné est celui des moteurs. L'usine grenobloise du groupe table sur un retournement du marché en 2009-2010.

COSMÉTIQUE : HENKEL MISE SUR LA FRANCE

■ Le fabricant allemand devrait embaucher une centaine de commerciaux pour renforcer sa branche cosmétiques en France. Henkel table sur une augmentation de 8 % de son activité dans l'Hexagone en 2007. Par ailleurs, le groupe va rassembler à Marne-la-Vallée-Torcy les secteurs «administration des ventes» des branches «joints d'étanchéité» de Cosne-sur-Loire et «colles» de Senlis. ■

JOUETS : AU NAIN BLEU GRANDIT

■ L'enseigne de jouets reprise par Marie Dewavrin, petite-fille de Jacqueline Labey, l'ancienne propriétaire, et son mari, Jean-Stéphane Irion, vient de racheter Blanchet Peluches, son fournisseur depuis trente ans. Objectif : lancer, aux côtés des peluches griffées Au nain bleu, une collection de peluches haut de gamme. Cette nouvelle marque comptera une trentaine de références en 2008. Une équipe de stylistes et de commerciaux va être constituée. Des partenariats avec des créateurs, comme Castelbajac, seront noués. Cet investissement, qui représente près de 70 % du chiffre d'affaires, permettra aussi de lancer, d'ici à Noël, un concept d'ours personnalisables, vendus sur Internet et livrables en quarante-huit heures. ■

■ **COMEX** va lancer la construction d'un troisième navire de recherches et de services maritimes début 2008. Ce navire de 45 mètres sera construit sous les plans du cabinet Mauric de Marseille. Le bateau devrait voir le jour dans les installations du chantier cherbourgeois CMN.

■ **RECKITT BENCKISER** envisage de diversifier les productions de son site français situé près de Chartres. Le groupe britannique pourrait y implanter des fabrications de produits pharmaceutiques pour compenser la baisse de volume des produits matures fabriqués dans l'Hexagone.

■ **SNECMA MOTORS** recherche un site aux Etats-Unis pour y produire des éléments de réacteurs et s'affranchir ainsi de l'effet dollar. Ce site ne devrait pas réduire l'activité de l'usine du Creusot, dont les coûts de fabrication sont inférieurs aux coûts chinois.

■ **AIR FRANCE** va débiter la formation de ses instructeurs A380 à partir de juillet 2008. Une dizaine de personnes seraient concernées. Elles formeront à leur tour les futurs pilotes du superjumbo européen à partir de février 2009. Chaque A380 devrait être servi par neuf équipages en rotation, contre sept habituellement. Les A380 d'Air France-KLM desserviront dans l'ordre Pékin, New York, Tokyo, Montréal et, vraisemblablement à court terme, Shanghai.

■ **AREVA** vient de recevoir sur son site de la Hague une délégation du Kazakhstan. Cet Etat, dans lequel le groupe exploite des mines d'uranium, souhaite s'y doter d'un complexe électronucléaire.

La coulisse de la semaine

COMMENT LA FRANCE PRÉPARE SON RETOUR AU SEIN DU COMMANDEMENT MILITAIRE DE L'OTAN

Tandis que la France vient d'annoncer qu'elle allait augmenter sa contribution à la force de l'Otan engagée en Afghanistan, on commence à y voir plus clair dans le calendrier d'un éventuel retour de l'Hexagone dans le commandement militaire de l'Alliance atlantique. C'est en décembre à Bruxelles, en marge de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Otan, que sera abordée la manière dont Paris peut réintégrer ce commandement.

Il faudra que soient définis à la fois le nombre et l'arme des troupes françaises qui seront mises à disposition du commandement suprême des forces alliées en Europe avant de statuer sur le rôle et la position de la France au sein du secrétariat international de l'organisation. Aujourd'hui, Paris dispose d'un poste de secrétaire général adjoint chargé de la presse et des affaires scientifiques, ainsi que d'un poste de chef de cabinet adjoint. Et la France, qui veut négocier pour parvenir à obtenir deux postes de haut rang, viserait la présidence du comité militaire, l'instance qui regroupe tous

les chefs d'état-major de l'Otan, ou le poste d'adjoint. Paris souhaiterait aussi que lui échoie le poste d'adjoint au commandant suprême des forces alliées en Europe, une fonction qui revient traditionnellement aux Européens, le commandement restant aux mains des Américains. Mais Britanniques et Allemands, qui se sont toujours partagé ce poste à tour de rôle, ne voient pas cette demande française d'un bon œil. Il s'agit en effet d'un poste stratégique, car celui qui l'occupe dirige les opérations menées par l'UE avec les moyens de l'Otan. Ce n'est qu'à l'issue de ces discussions que la décision sera portée à l'approbation de tous les pays membres. Pour le secrétaire général de l'Alliance, l'idéal serait qu'elle soit entérinée lors du sommet de l'Otan, en juin 2008 à Bucarest. Mais certains pays, dont la France, jugent ce calendrier trop serré. Reste une dernière question, qui n'a pas encore trouvé de réponse : la France mettra-t-elle son arsenal nucléaire à disposition de l'Alliance ? Un point que Nicolas Sarkozy devra aborder tôt ou tard. ■

FastBooking change de mains

Le leader européen de la réservation directe via Internet de chambres d'hôtel change d'actionnaires : 3i et Edmond de Rothschild font leur entrée au capital à hauteur de 62 %, les 35 % restants étant détenus par Richard et Soraya Kefs, ainsi que Thierry Lamblin, les cofondateurs. Mediatel et Part'com profitent de l'opération pour sortir. Montant de l'investissement pour 3i et Edmond de Rothschild : 35 millions d'euros. Dans le même temps, Amal Amar, président du conseil de surveillance de seloger.com, fera son entrée au conseil d'administration. FastBooking, valorisé 45 millions, compte plus de 3 500 hôtels clients, et plus de 2 millions de nuitées auront été réservées via sa plateforme sur l'année 2007. ■

L'Arcep assignée

L'UFC-Que choisir va assigner l'Arcep, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, devant le Conseil d'Etat pour son plan de baisse des prix des «terminaisons d'appel», le droit de passage versé par un opérateur de téléphone pour acheminer l'appel d'un de ses clients vers un réseau mobile concurrent. En juin, l'Arcep avait imposé une baisse de 7,5 centimes à 6,5 centimes, applicable en janvier 2008. L'UFC-Que choisir réclame une baisse à 1 centime, conforme aux coûts. ■

■ **IMPERIAL TOBACCO**, qui prépare la reprise d'Altadis dans les locaux du groupe franco-espagnol, n'envisage pas de conserver dans le futur périmètre de la société les activités logistique et distribution d'Altadis. Celles-ci ne font pas partie du cœur du métier, selon Imperial Tobacco.

■ **ORANGE LABS** va faire évoluer sa stratégie recherche et développement en abandonnant la recherche thématique pour la mise en place de plateaux de développement de logiciels. Cette réorganisation va ouvrir très largement la recherche d'Orange à des prestataires de services extérieurs pour en baisser les coûts.

■ **MICHELIN** va travailler le dimanche sur son usine du Puy-en-Velay spécialisée dans le génie civil. Cela s'explique par une forte demande européenne et asiatique. L'usine du Puy-en-Velay doit produire 38 500 tonnes de pneus en 2007 et 1 000 tonnes supplémentaires en 2008, dont des fabrications en provenance de Michelin Vitoria Pays basque.

■ **PIRELLI** va lancer à l'international, le 29 novembre, l'édition 2008 de son calendrier, lors d'une soirée VIP organisée au Pudong Shangri-La de Shanghai, et à laquelle devrait participer Maggie Cheung. L'actrice de Hongkong est l'unique *guest star* du calendrier du fabricant de pneus. Réalisé par Patrick Demarchelier, il a pour thème la Chine.

■ **FRET SNCF** va équiper trois locomotives diesel supplémentaires avec des filtres à particules. Ces locomotives devraient desservir des zones urbaines sensibles.

■ **BPI** s'implante aux Etats-Unis. La société spécialisée dans le conseil en ressources humaines vient de prendre le contrôle de SSP, dont le siège est à Chicago. Elle emploie 50 consultants.

■ **NOVAMÉTRIE**, qui vient de réaliser pour le compte de l'Efma, Microsoft, Capgemini et Crédit agricole une enquête sur les services financiers et Internet, publiera bientôt un livre blanc.

■ **AÉROPORTS DE PARIS** (ADP) prévoit une activité en sous-charge pour son bureau d'études à l'horizon 2010. ADP envisage de transférer 130 personnes sur 500 de ce secteur vers sa filiale ADP ingénierie, qui se plaint de son manque d'effectifs.

■ **VNF** se réjouit que le financement sous forme de partenariat public-privé du canal Seine-Nord suscite l'intérêt des spécialistes du BTP et de la concession, dont Vinci, et aussi celui des industriels de l'eau potable, comme Suez et Veolia.

■ **LA CAISSE D'ÉPARGNE** enregistre un retard de 2 millions d'unités de sa «carte mandarine» pour les jeunes. Cette carte est fabriquée par Gemalto à Orléans, où se déroulent des mouvements sociaux.

■ **YKK**, numéro un mondial de la fermeture à glissière, bousté par les commandes de Longchamp, Façonnable et LVMH, a dépassé ce mois-ci ses objectifs en France pour 2007. Ils devraient atteindre finalement 28 millions d'euros.

CRÉATION D'ENTREPRISE : PARIS PIONNIÈRES SE FÉDÈRE

■ La première structure française d'accompagnement et d'hébergement destinée aux femmes créatrices d'entreprises dans les services innovants créera une fédération en 2008. Son rôle sera d'apporter l'ingénierie de montage, les méthodes de travail et d'accompagnement de l'incubateur afin d'assurer le déploiement hexagonal du concept. Sur ce projet, Paris pionnières, dirigée par Frédérique Clavel, a reçu le soutien de la Caisse des dépôts. Depuis 2005, l'incubateur a permis de générer 83 emplois. En 2007, sur les 600 candidatures reçues, 200 ont donné lieu à un premier entretien et 23 sont passées en comité de sélection. Au total, 95 sociétés ont bénéficié d'une préincubation (des chiffres en hausse par rapport à 2006). L'incubateur, soutenu par la Mairie de Paris, la Drire et l'Union européenne, déménagera, début 2008, dans des locaux de 490 mètres carrés situés dans le XI^e arrondissement de Paris. ■

LES EXPERTS-COMPTABLES PLÉBISCITENT LEUR MÉTIER

■ La filière comptabilité-finance n'est pas un choix par défaut : 58 % des candidats ont opté pour elle par attirance pour les métiers du chiffre, et 85 % recommanderaient ce secteur à un proche. C'est, en tout cas, ce qui ressort de l'étude menée par Grant Thornton, le cabinet d'audit, et Fed Finance, société spécialisée dans le recrutement des métiers de la finance. Les trois aptitudes nécessaires pour progresser sont l'adaptabilité et la capacité de travail en équipe (77 %), l'expertise (63 %) et le relationnel (52 %). Entre pénurie sur certains profils et foisonnement d'offres d'emploi pour un candidat, l'enjeu pour les entreprises qui cherchent à recruter des expert-comptables et des financiers est désormais d'attirer les talents. ■



Affaires publiques

■ **DES CONSEILLERS ÉLYSÉENS** ont tenté de convaincre Nicolas Sarkozy de mentionner Jacques Chirac dans sa déclaration clôturant le Grenelle de l'environnement. Sans succès. Ils auraient souhaité un rappel de son discours du sommet de Johannesburg en 2002.

■ **LES DÉPUTÉS VILLEPINISTES** vont tenter d'élargir le front des opposants à la réforme institutionnelle, notamment sur la proportionnelle. Ils veulent organiser des réunions avec d'autres secteurs ou personnalités UMP hostiles à ces changements.

■ **TOULOUSE** va rouvrir son muséum d'histoire naturelle en janvier 2008. Après dix ans de fermeture et 32 millions d'euros de travaux, le site va doubler de superficie. Le muséum accueillera la plus grande collection préhistorique du monde (2,5 millions d'objets). Financé à hauteur de 64 % par la mairie (contre 21 % pour le département et 15 % pour la Région), le musée escompte 200 000 visiteurs par an.

■ **TOUTES LES GRANDES BANQUES** ont reçu des réquisitions de la part de la police, qui enquête sur l'affaire des retraits en espèces de l'UIMM. Celle-ci dispose d'une quarantaine de comptes bancaires.

■ **NORMANDIE MÉTROPOLE**, l'association des trois grandes agglomérations normandes, Caen, Rouen et Le Havre, travaille à la création d'une école consacrée aux métiers de la croisière.

■ **LE CLUB DES PARTENARIATS** public-privé animé par Marc Teyssier d'Orfeuil va prendre une dimension méditerranéenne et africaine. En s'exportant au Maroc sous la houlette d'Alain Rivron, ex-conseiller de Paris et dirigeant de société à Tanger.

■ **L'EX-CONSEILLER PARLEMENTAIRE** de Matignon limogé le 9 octobre, Jean-Pierre Camby, toujours en disponibilité des services de l'Assemblée nationale, a rejoint le Conseil de la concurrence.

■ **UN GROUPE DE TRAVAIL** sur l'épargne longue va se constituer dans le cadre du Haut Comité de place destiné à renforcer l'attractivité financière de Paris. Alain Leclair, président de l'Association française de la gestion financière, en prendrait la tête.

ÉLECTIONS LOCALES : PLUS DE PRÉTENDANTS À GAUCHE QU'À DROITE

■ L'UMP éprouve des difficultés à trouver des candidats pour les élections locales du printemps prochain, en particulier aux cantonales. D'abord, les viviers traditionnels de recrutement constitués par les responsables d'entreprise, les commerçants-artisans ou encore les professions libérales, s'assèchent quelque peu, ces personnes avançant de plus en plus leur manque de disponibilité. Ensuite, la complexité croissante du métier d'élu comme celle des textes à appliquer rebute toujours davantage. Tandis que le PS sait s'appuyer sur ses réseaux (monde associatif, enseignants...) pour attirer des candidats. Dans certains départements, l'UMP va d'ailleurs parachuter des collaborateurs ministériels et parlementaires, ainsi que des permanents. ■

MARSEILLE : LES CRAINTES DE JEAN-CLAUDE GAUDIN

■ Des proches du sénateur-maire de Marseille reconnaissent, en privé, que Jean-Noël Guérini, son challenger PS aux municipales, a pris un bon départ de campagne. Ils s'inquiètent en particulier du travail qu'effectue Patrick Menucci, ex-lieutenant de Ségolène Royal lors de la présidentielle, pour séduire, avec l'entregent de son épouse, les milieux aisés, en plus de l'électorat populaire. Parallèlement, Gaudin peine à concrétiser sa stratégie d'ouverture et de renouvellement pour sa future liste. Avec peu de noms décelés vraiment nouveaux ou de poids lourds – Charles Milhaud des Caisses d'épargne a été approché – capables de créer un choc dans l'opinion. Côté ouverture à gauche, le socialiste Michel Pezet devrait finalement se positionner sur une liste centriste à Aix-en-Provence. Reste un possible ralliement de Philippe Sanmarco. ■

GOVERNEMENT : LES «CONDITIONS» DE JACK LANG

■ Le député PS du Pas-de-Calais a décliné l'offre de Nicolas Sarkozy de s'occuper de l'Union euroméditerranéenne – rôle finalement échu à Henri Guaino – parce qu'il redoutait de ne pouvoir disposer des moyens administratifs et de la latitude nécessaires par rapport à l'Élysée et notamment aux services de Bernard Kouchner. Il souhaiterait en réalité un portefeuille à part entière, ou un ministère d'Etat. Pour l'heure, Lang, par ailleurs coprésident du comité sur les institutions, préfère souligner ses raisons de «ne pas y aller». Au motif de désaccords sur des dossiers comme les franchises ou la politique d'immigration. ■

■ **L'APPEL D'OFFRES** sur la modernisation de la fonction publique vient d'être remporté par Publicis Consultants.

■ **DES PROCHES** du chef de l'Etat pensent que la loi permettant au Nouveau Centre de bénéficier du financement public sera retoquée par le Conseil constitutionnel.

■ **JACQUES DIEMER**, président du centre de gestion et de l'association agréés de la région parisienne, a réussi à mobiliser favorablement le gouvernement et les parlementaires à la suite de la vive polémique qui opposait les organismes de gestion agréés, les OGA, à certaines organisations professionnelles et consulaires. L'enjeu concernait le maintien de la différenciation actuelle dans le traitement fiscal entre adhérents et non-adhérents aux OGA, afin de garantir la pérennité des services rendus par les OGA, notamment aux TPE.

■ **MATIGNON** a demandé à l'Élysée de «recadrer» Patrick Karam, délégué interministériel à l'Égalité des chances des Français d'outre-mer, protégé de Nicolas Sarkozy. A Matignon, où on lui a refusé une seconde attachée de presse et une voiture avec chauffeur, on n'a guère apprécié que, lors de la remise des Césaire de la musique, il salue en créole, le poing levé.

■ **JEAN-PIERRE LIMOUSIN** pourrait être nommé président du conseil économique et social régional du Limousin le 19 novembre. Il est actuellement président de la CCI de Limoges et de la Haute-Vienne.

■ **L'UNION** des jeunes producteurs indépendants s'insurge contre l'oubli des programmes de flux (divertissements, jeux) dans le projet de décret sur les obligations de production dans l'audiovisuel public préparé par les services de Christine Albanel.

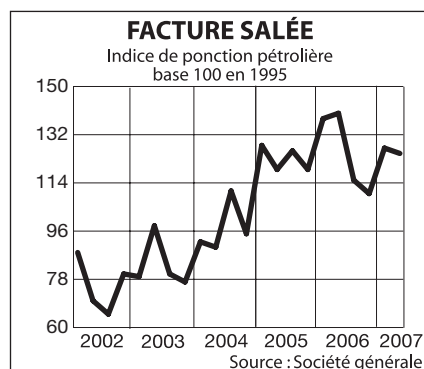


Perspectives économiques

PÉTROLE : UNE FLAMBÉE DES COURS DIFFICILE À ABSORBER POUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

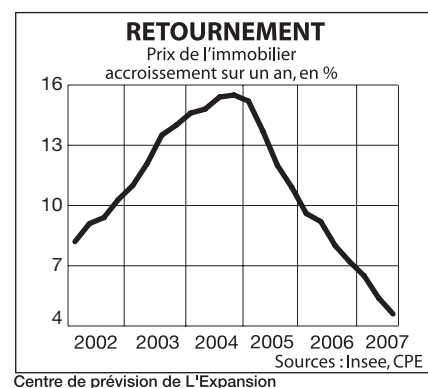
La flambée des cours du pétrole ne semble pas émouvoir la sphère économique et financière, qui parie toujours sur une croissance mondiale forte l'an prochain. Cependant, l'emballement récent du prix de l'or noir sera sans doute difficile à digérer, préviennent les experts de la Société générale. En effet, la hausse du prix du pétrole dépasse 45 % sur les douze derniers mois. Un chiffre supérieur à celui de

la croissance du PIB mondial (+ 13 % sur la même période). Si la tendance se poursuit, l'indice de ponction pétrolière – qui mesure l'ampleur du choc que doit supporter l'économie mondiale – grimperait fortement début 2008, dépassant son précédent record atteint au deuxième trimestre 2006. Dans une hypothèse moins extrême (stabilisation des cours à des niveaux inférieurs à 80 dollars), l'«indice de douleur» resterait proche des niveaux actuels, largement au-dessus de la moyenne de long terme.



IMMOBILIER : BAISSÉ DES PRIX DANS L'ANCIEN

Depuis deux ans, le marché immobilier français est dans un processus d'atterrissage graduel. Après dix ans de boom ininterrompu, une correction du marché semble logique et souhaitable, affirment les experts du Crédit agricole dans une récente étude. De fait, les signes de freinage se multiplient : plafonnement des ventes, hausse des délais d'écoulement du stock dans le neuf, baisse des mises en chantier. La crise financière devrait entraîner une plus grande sélectivité des banques qui devraient continuer de relever leurs taux de crédit, afin de reconstituer leurs marges. Du coup, le ralentissement immobilier sera sans doute plus marqué que prévu. Dans l'ancien, les prix de la pierre pourraient reculer de 5 % l'an prochain, tandis qu'ils se stabiliseraient au mieux dans le neuf.



RUSSIE : LE BOOM DU MARCHÉ AUTOMOBILE ATTIRE LES CONSTRUCTEURS FRANÇAIS

Pour les constructeurs automobiles français, le marché russe est un véritable Eldorado. Dans une récente étude, les stratégestes de Merrill Lynch estiment que la Russie pourrait être, dès cette année, le troisième plus gros marché automobile européen, derrière l'Allemagne et le Royaume-Uni, avec près de 2,2 millions de véhicules particuliers vendus, soit une hausse de 25 % en un an. Cet emballement s'explique par l'émergence d'une classe moyenne qui pourrait représenter jusqu'à 40 % de la population active d'ici à la fin de la décennie (contre 21 % aujourd'hui). Le boom de la consommation est également alimenté par une envolée des salaires réels. En septembre, le salaire minimum qui sert de référence dans de nombreux secteurs industriels a bondi de 65 % ! Parallèlement, le crédit à la consommation s'envole : il atteint désormais près de 7 % du PIB, contre 1 % seulement en 2000, et le montant des crédits distribués pourrait doubler dans les trois prochaines années.

BRÉSIL : PAS DE SOUCI POUR LA BOURSE

La Bourse brésilienne est l'une des plus attractives du monde émergent, estiment les experts de Baring. En effet, non seulement le marché des actions du géant sud-américain grossit, mais il n'a pas été contaminé par la crise immobilière. Et pour cause : l'économie brésilienne continue de bénéficier de la hausse du prix des matières premières (soja, blé, sucre). Elle profitera aussi dans les années qui viennent de la vigueur de l'investissement : 4,76 milliards de dollars devraient être dépensés dans les biotechnologies au cours des dix prochaines années. Autre bonne nouvelle pour la Bourse : l'inflation est faible et les taux d'intérêt – encore élevés – vont baisser, ce qui profitera davantage aux actions qu'aux obligations.

CRÉDIT : VERS UN RATIONNEMENT

Le ralentissement de l'offre de crédit bancaire menace les économies américaine et européenne, avertissent les experts de Natixis. La crise de liquidité qui a frappé les banques et le niveau élevé d'endettement des ménages et des entreprises pourraient les rendre beaucoup plus prudentes. Les conséquences d'un rationnement du crédit sur les ménages seront assez similaires de part et d'autre de l'Atlantique. En revanche, l'effet sur les entreprises sera plus violent en Europe. Car les sociétés du Vieux Continent ont massivement recours aux banques, en raison d'un taux d'autofinancement très faible. A l'inverse, le crédit bancaire ne représente qu'une faible fraction du financement des entreprises anglo-saxonnes.



International

De l'amiante au Parlement de Strasbourg

Même s'il n'y a, a priori, aucun danger pour la santé, l'amiante qui a été découverte dans des locaux techniques de deux bâtiments du Parlement européen, à Strasbourg, est en train de déboucher sur un bras de fer entre l'institution et la ville. En jeu : définir qui a la responsabilité de ces locaux, et donc qui doit en assumer le désamiantage.

La semaine dernière, Harald Romer, le secrétaire général du Parlement européen, a rencontré la maire de Strasbourg, Fabienne Keller. Il voulait lui demander que la ville accepte la responsabilité de la situation.

Il faut dire que les choses ne se présentent pas au mieux pour la municipalité : lorsqu'elle a acheté ces bâtiments à la SCI Erasme, il était précisé que la ville ne pourrait se retourner contre le vendeur en cas de vice caché. En revanche, le contrat de vente liant la ville au PE comprend bien une clause de protection. Le Parlement a ainsi toute latitude pour demander à la Ville de prendre en charge le coût du désamiantage des deux bâtiments, une perspective qui est loin de satisfaire l'édile de Strasbourg. Une nouvelle réunion entre les deux parties est prévue lors de la session de novembre du Parlement. ■

■ **LORS DE SON RAID** aérien du 6 septembre dernier en Syrie, Israël a visé un site cachant une ogive nucléaire en provenance de Corée du Nord. Les appareils israéliens sont entrés en Syrie par la Méditerranée et sont sortis par la Turquie, avec l'aval de Washington.

■ **L'EXAMEN** du budget du Parlement européen a donné lieu à une charge des opposants à la trilateralisation de l'institution. Cette offensive d'un député PPE a mis Joseph Daul, président du PPE et alsacien, dans l'embarras. C'est donc un autre député PPE qui a déposé un amendement évitant de limiter à deux par an le nombre de sessions plénières.

■ **LA FRANCE** a de nouveau conditionné la poursuite des négociations avec la Turquie avec la mise sur pied du groupe des 12 sages devant plancher sur l'avenir de l'Europe. Si un accord n'est pas trouvé ces deux prochaines semaines, la décision de la poursuite des négociations sera remise à décembre.

■ **LA RUSSIE** compte mettre à jour, d'ici à l'été prochain, sa stratégie énergétique à l'horizon 2030. Elle prévoira une augmentation des exportations d'hydrocarbures vers l'UE. Celles-ci représentent aujourd'hui 25 % des besoins en énergie primaire de l'UE.

■ **L'UNION EUROPÉENNE** pourrait déployer une mission de police sur la frontière libano-syrienne. Des premiers contacts devraient être pris suite à une demande syrienne, relayée par l'Espagne, analysée par certains diplomates comme une volonté de reprendre contact avec l'UE. Le Liban, en plein blocage institutionnel, reste réticent à une telle intervention.

■ **LA RÉALITÉ SOCIALE** de l'Europe, autour de laquelle la Commission européenne a lancé une consultation, fera l'objet cette semaine d'un séminaire organisé conjointement par le Centre d'analyses stratégiques et la représentation française de la Commission.

■ **ITS**, le groupe d'extrême droite du Parlement européen, veut exister au sein de l'institution. Ses membres déposent donc de plus en plus d'amendements, qui captent des voix d'autres groupes. Ainsi, sur les relations entre l'UE et la Turquie, l'amendement déposé par le groupe ITS, qui ne compte que 23 députés, a rassemblé 83 parlementaires.

■ **LE PENTAGONE** a décidé d'avancer de deux ans le début des livraisons à Israël d'une vingtaine de chasseurs bombardiers furtifs d'une nouvelle génération capables de «surveiller Téhéran sans être repérés par des radars». L'Etat hébreu recevra ces appareils en 2012, comme l'aviation américaine.

■ **LA NORVÈGE**, qui veut accroître la coopération énergétique bilatérale avec l'Algérie et jouer un «rôle politique» en Afrique, vient d'ouvrir une ambassade à Alger. En présence du DG de StatoilHydro, qui a investi dans plusieurs gisements gaziers algériens.

PAQUET ÉNERGIE : LES OPPOSITIONS DE LA FRANCE

■ Dans le dossier de la libéralisation de l'énergie, Paris n'est pas favorable à l'alternative proposant un opérateur indépendant du système pour contourner l'obligation de séparation des activités de réseau. La France s'efforce de saper cette proposition, arguant de son inefficacité et de la perte de la maîtrise des investissements par le propriétaire des réseaux. Paris ne veut pas non plus renforcer les pouvoirs de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz en les ouvrant aux compétences dites «régaliennes», que Bruxelles veut transférer aux régulateurs. ■

ÉLARGISSEMENT : LA COMMISSION FAIT LE POINT SUR LES DIFFÉRENTS PAYS CANDIDATS

■ La Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et la Turquie, trois pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne, feront l'objet d'un rapport, publié le 6 novembre, sur les progrès accomplis. Même chose pour quatre autres candidats potentiels à l'adhésion (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro et Serbie). Et un troisième rapport, publié le même jour, fera état de la situation du Kosovo. La Commission va également définir le cadre financier pluriannuel cadrant les fonds alloués à chaque pays pour la période 2008-2011. ■

La Lettre de L'Expansion

La Lettre est réalisée chaque semaine sous la responsabilité de Philippe Reiller, RÉDACTEUR EN CHEF (41.63), preiller@lexpansion.com.
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT (INTERNATIONAL) : Thierry Sabatier (42.06), tsabatier@lexpansion.com.
RÉDACTION (ENTREPRISES) : Emmanuelle Leneuf (41.64), eleneuf@lexpansion.com.
ASSISTANTE : Sophie Roy-Boxhorn (50.18), sroyboxhorn@lexpansion.com.
RESPONSABLE DU Centre de prévision de L'Expansion : Emmanuel Lechypre (50.78), elechypre@lexpansion.com.

DIRECTEUR DES RÉDACTIONS, CHARGÉ DE LEUR COORDINATION : Alain Louyot.
DIRECTRICE DÉLÉGUÉE : Katherine Menguy.
DIFFUSION : Laurence Hay (42.64).
RELATIONS PRESSE : Virginie Matrat (43.09).
RELATIONS CLIENTÈLE : Nadia Boufassa (42.99).
Prix du numéro : 25 € TTC.
Abonnement papier : 1 150 € TTC.
Abonnement électronique : 1 400 € TTC.

Société éditrice : Groupe Express-Expansion.
SA à directeur et conseil de surveillance au capital de 5 645 100 euros. 552 018 681 RCS Paris.
Siège social : 29, rue de Châteaudun, 75009 Paris.
PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE : Rik De Nolf.
PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Marc Feuillée.

Principal actionnaire : ROULARTA MEDIA GROUP
Imprimée par Impro, 98, rue Alexis-Pesnon, 93100 Montreuil.
Commission paritaire n° 1107 I 82343.
Toute reproduction non autorisée même par photocopie est interdite.
Copyright 2007.



Décideurs

■ **NICOLAS SARKOZY** devrait trancher cette semaine le choix des villes retenues pour l'organisation de la quinzaine de réunions informelles prévues lors de la présidence française de l'UE. Beaucoup de villes candidates risquent d'être déçues, le président étant très attentif au coût carbone de la présidence française. Marseille pourrait obtenir une réunion consacrée à l'union méditerranéenne, Lyon, un sommet sur le marché intérieur.

■ **MARTIN HIRSCH**, haut commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté, se félicite d'avoir marqué le coup sur l'amendement des tests ADN. Avant d'évoquer ostensiblement son départ du gouvernement en cas de «problème».

■ **JEAN-PIERRE RAFFARIN** n'exclut pas que certaines propositions institutionnelles du comité Balladur-Lang soient in fine proposées au vote du congrès en même temps que le traité simplifié européen. Par exemple, celle facilitant le retour des anciens ministres au Parlement.

■ **GUY TEISSIER**, le président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, doit déjeuner ce mercredi avec Hervé Morin, le ministre de la Défense. Il souhaite remédier aux accidents de communication de Morin, comme récemment à propos du Rafale.

■ **LAURENT HÉNART**, député de Meurthe-et-Moselle, et Serge Lepeltier, maire de Bourges, seront en concurrence pour reprendre le poste de secrétaire général du parti radical sous la prochaine présidence unique de ce parti par Jean-Louis Borloo.

■ **CLAUDE GUÉANT** reçoit des prétendants aux municipales afin de déminer certaines situations locales qui pourraient être dommageables pour la droite. Exemple à Cannes, où Philippe Tabarot, conseiller général, frère de la députée Michèle Tabarot, défie le maire sortant, Bernard Brochand.

■ **JEAN-LOUIS BORLOO**, qui a récemment rendu visite à Jean-Paul Huchon au conseil régional d'Ile-de-France, reconnaît que le Sdrif, que l'Elysée veut vider de sa substance, s'inscrit pleinement dans l'esprit du Grenelle de l'environnement.

■ **PIERRE COPPEY**, directeur général adjoint de Vinci, chargé de la communication et des ressources humaines, devrait succéder comme PDG de Cofiroute à Henri Stouff, nommé responsable de la supervision des réseaux autoroutiers de Vinci. Un binôme remplacera Coppey : pour les ressources humaines, Erik Leleu, jusqu'ici DRH d'ASF, à la communication Pierre Duprat, directeur du marketing chez Cofiroute.

■ **JEAN-CYRIL SPINETTA** estime que l'origine essentiellement fossile de l'électricité utilisée par la SNCF - celle-ci se fournit auprès de la Snet et non plus chez EDF - ruine la crédibilité de l'écomparateur mis en place par l'entreprise publique.

FRANÇOIS PINAULT et Martin Bouygues se sont associés à parts égales au sein d'un fonds d'investissement destiné à prendre des participations dans divers secteurs, dont les médias. C'est Patrick Le Lay, ancien patron de TF1, qui a la charge de gérer ce fonds.

■ **PIERRE KOSCIUSKO-MORIZET**, PDG de PriceMinister, et Jean-Fabrice Mathieu, patron de seloger.com, participeront au dîner VIP organisé par 3i la veille de l'ouverture de la quatrième édition de la conférence LeWeb3, lancée par Loïc Le Meur. Le fonds d'investissement proposera un coaching aux 30 start-up sélectionnées afin d'affiner leur présentation et leur stratégie. Trois prix seront décernés.

■ **CHRISTIAN POLGE**, le PDG de Coca-Cola France, est satisfait du lancement du Coca zéro : la boisson touche les 15-24 ans, et surtout, dix mois après son lancement, capte environ 5 % de part de marché (contre 13 % pour le Coca light). C'est trois fois plus que ce que Coca-Cola avait prévu.

■ **JEAN-YVES LE BORGNE**, président de l'Association des avocats pénalistes, a été désigné par Denis Gautier-Sauvagnac pour le défendre dans l'affaire de l'UIMM.

■ **DOMINIQUE MAILLARD**, président du directoire de RTE, lancera en 2008, sous l'égide de la Fondation de France, une fondation qu'il présidera. Dotée d'un budget de 3 millions d'euros sur trois ans, elle aura pour vocation de contribuer au développement des territoires en France.

■ **MOUAMMAR KHADAFI** veut créer un fonds souverain d'investissement de 40 milliards de dollars. Il permettrait à la Libye de prendre des participations dans des entreprises occidentales et chinoises.

■ **EHUD OLMERT** a discrètement assuré Recep Tayyip Erdogan, Premier ministre turc, qu'Israël avait cessé d'envoyer des conseillers militaires et des armes aux Kurdes dans le nord de l'Irak, comme l'Etat hébreu l'avait fait à l'époque de Saddam Hussein.

■ **GEORGE ABED**, président de l'autorité monétaire au sein de l'Autorité palestinienne, estime que les Palestiniens sont capables de créer leur propre monnaie d'ici trois ans avec l'aide de la Banque mondiale. Si l'annonce de la création d'un Etat palestinien était faite d'ici à la fin de l'année.

■ **JEAN-PIERRE JOUYET**, le secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes, s'appête à saisir le comité économique et social européen dans l'optique de la présidence française de l'Union européenne. Sur sept sujets liés à celle-ci.

■ **HASSAN BERNOUSSI**, directeur des investissements extérieurs du Maroc, sera à Paris les 12 et 13 novembre. Objectif : préparer la conférence internationale «Les intégrales de l'investissement», qui se déroulera à la mi-décembre à Rabat.

■ **FRANCK LOUVRIER**, conseiller en communication de Nicolas Sarkozy, devrait intégrer la réunion stratégique du matin des principaux collaborateurs du président.

■ **CHRISTOPHE CHENUT**, l'actuel directeur général du journal *L'Equipe*, serait en pourparlers avec les actionnaires du PSG pour remplacer Alain Cayzac, jugé responsable des mauvais résultats du club.

■ **PHILIPPE BLOCH**, ex-fondateur de Café Columbus, compte rapidement décliner en sept langues bookeetown.com, un gestionnaire communautaire de sites Internet qu'il lance en France. Les Etats-Unis suivront début 2008.

■ **ALBERT FRÈRE** vient d'acheter, entre le 17 et le 19 octobre, 99 000 actions du groupe Suez. Pour un investissement de 4,34 millions d'euros.